

# VD\_FINDINFO Jug / 2022 / 79 vom 27. September 2019

VD Tribunal cantonal, 2019-09-27, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd\\_findinfo\\_Jug\\_\\_\\_2022\\_\\_\\_79](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_findinfo_Jug___2022___79)

FR: VD\_FINDINFO Jug / 2022 / 79 du 27 septembre 2019

IT: VD\_FINDINFO Jug / 2022 / 79 del 27 settembre 2019

## Regeste

RÉVISION { DÉCISION }, REJET DE LA DEMANDE, NOUVEAU MOYEN DE PREUVE | 410 al. 1 let. a CPP (CH)

## Erwägungen

### E. 1.1

L'art. 410 al. 1 CPP (Code de procédure pénale suisse du 5 octobre 2007; RS 312.0) permet à toute personne lésée par un jugement entré en force, une ordonnance pénale, une décision judiciaire ultérieure ou une décision rendue dans une procédure indépendante en matière de mesures, d'en demander la révision s'il existe des faits ou des moyens de preuve qui étaient inconnus de l'autorité inférieure et qui sont de nature à motiver l'acquittement ou une condamnation sensiblement moins sévère ou plus sévère du condamné ou encore la condamnation de la personne acquittée (let. a), si la décision entre en contradiction flagrante avec une décision pénale rendue postérieurement sur les mêmes faits (let. b), ou s'il est établi dans une autre procédure pénale que le résultat de la procédure a été influencé par une infraction (let. c). La demande de révision visée à l'art. 410 al. 1 let. b CPP doit être déposée dans les 90 jours à compter de la date à laquelle la personne concernée a eu connaissance de la décision en cause. Dans les autres cas, elle n'est soumise à aucun délai (art. 411 al. 2 CPP). Pour être valides en la forme, les demandes de révision doivent être motivées et adressées par écrit à la juridiction d'appel, les motifs de révision devant être exposés et justifiés dans la demande (art. 411 al. 1 CPP; Heer, in : Niggli/Heer/Wiprächtiger [éd.], Basler Kommentar, Schweizerische Strafprozessordnung, Jugendstrafprozessordnung,

### E. 1.2

Ce moyen de droit extraordinaire permet de revoir un jugement entré en force et entaché d'une erreur de fait. Moyen de droit subsidiaire, la révision n'est pas ouverte contre les décisions pour lesquelles d'autres voies de recours sont ouvertes ; la révision ne doit en effet pas servir à pallier l'oubli d'un moyen de droit dit ordinaire (Moreillon/Parein-Reymond, op. cit., n. 2 ad remarques préliminaires aux art. 410 à 415 CPP et la référence citée). L'art. 410 al. 1 let. a CPP reprend la double exigence posée à l'art. 385 CP (Code pénal suisse du 21 décembre 1937 ; RS 311.0) selon laquelle les faits ou moyens de preuve invoqués doivent être nouveaux et sérieux (Message du Conseil fédéral relatif à l'unification de la procédure pénale du 21 décembre 2005 [ci-après : Message], FF 2006 II 1057 ss, spéc. 1303). Les faits ou moyens de preuve sont nouveaux lorsque le juge n'en a pas eu connaissance au moment où il s'est prononcé, c'est-à-dire lorsqu'ils ne lui ont pas été soumis sous quelque forme que ce soit (ATF 137 IV 59 consid. 5.1.2 ; ATF 130 IV 72 consid. 1). Ils sont sérieux lorsqu'ils sont propres à ébranler les constatations de fait sur lesquelles se fonde la condamnation et que l'état de fait ainsi modifié rend possible un jugement sensiblement plus favorable au

condamné (ATF 145 IV 197 consid. 1.1 ; ATF 137 IV 59 précité consid. 5.1.4 ; TF 6B\_731/2020 du 1<sup>er</sup> juillet 2020 consid. 2.1). Par fait, on entend les circonstances susceptibles d'être prises en considération dans l'état de fait qui fonde le jugement (ATF 141 IV 93 consid. 2.3). Le fait invoqué devait déjà exister avant l'entrée en force du premier jugement ; un fait postérieur à ce moment ne saurait entrer en considération (ATF 141 IV 349 consid. 2.2 ; TF 6B\_836/2016 du 7 mars 2017 consid. 1.3.2 ; Message, p. 1304). En vertu de l'art. 412 al. 2 CPP, la juridiction d'appel n'entre pas en matière sur la demande de révision si celle-ci est manifestement irrecevable ou non motivée ou si une demande de révision invoquant les mêmes motifs a déjà été rejetée par le passé. Cet examen préalable et sommaire porte principalement sur les conditions formelles de recevabilité de la demande de révision. L'autorité saisie peut toutefois également refuser d'entrer en matière si les motifs de révision invoqués apparaissent d'emblée non vraisemblables ou mal fondés (ATF 144 IV 121 consid. 1.8 ; ATF 143 IV 122 consid. 3.5 ; TF 6B\_297/2020 du 10 juillet 2020 consid. 1.1.2), ou encore lorsque la demande de révision apparaît abusive (TF 6B\_813/2020 du 22 juillet 2020 consid. 1.1 ; TF 6B\_297/2020 précité et les références citées ; TF 6B\_324/2019 du 24 avril 2019 consid. 3.1 et les références citées). Déterminer si un fait nouveau ou un moyen de preuve nouveau est propre à modifier l'état de fait retenu est une question de fait, puisqu'elle relève de l'appréciation des preuves, étant précisé qu'une vraisemblance suffit au stade du rescindant (TF 6B\_324/2019 précité consid. 3.2).

## **E. 2**

A l'appui de sa demande, le requérant a notamment produit une copie de fiches de transports, le rapport d'un détective privé ainsi qu'une liste de sept personnes dont il demande l'audition en qualité de témoin, expliquant que ces derniers « pourraient apporter leur concours à la résolution du conflit ». On relève que les fiches de transports jointes à la demande de révision (P. 9 du bordereau joint à la requête) ne sont pas des pièces nouvelles puisqu'elles ont déjà été produites en procédure (P. 7/2/10 à 7/2/12 ; P. 18/2 ; deux classeurs bleus ; pièce à conviction n° 40'382) . Le rapport du détective privé W. \_\_\_\_\_ atteste qu'un client du requérant, Z. \_\_\_\_\_, a reconnu sa signature sur les fiches de transport qu'il gardait chez lui, sans pour autant pouvoir affirmer quel était le chauffeur, a fortiori, qui avait signé les bons en question car il avait eu à faire avec plusieurs chauffeurs (P. 8 du bordereau joint à sa requête). Enfin, le requérant souhaiterait faire entendre sept personnes en qualité de témoins (P. 10 du bordereau joint à sa requête), en se bornant à affirmer que ces derniers « pourraient apporter leur concours à la résolution du conflit ». Il n'explique ainsi pas en quoi l'audition de ces personnes seraient de nature à motiver la condamnation de L. \_\_\_\_\_ pour abus de confiance. Compte tenu de ce qui précède, les éléments de preuve proposés par le requérant à l'appui de sa demande ne sont pas propres à ébranler les constatations de fait sur lesquelles se fonde le jugement rendu le 26 février 2020 par la Cour d'appel pénale s'agissant de l'absence de force probante des pièces du dossier (cf. consid. 3.2.6) . En particulier, le rapport du détective privé ne contient rien de probant à la charge du prévenu acquitté.

## **E. 3**

Au vu de ce qui précède, les motifs de révision invoqués sont d'emblée manifestement mal fondés de sorte que la demande de révision présentée par O. \_\_\_\_\_ doit être déclarée irrecevable, sans échange d'écritures (art. 412 al. 2 CPP). Les frais de la procédure de révision, par 770 fr. (art. 21 al. 1 et 22 TFIP [tarif des frais de procédure et indemnités en matière pénale du 28 septembre 2010 ; BLV 312.03.1]), seront mis à la charge du requérant,

qui succombe (art. 428 al. 1, 2 e phrase, CPP).

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.